

A propos d'un centenaire.

Programme et Statuts de la Jeune Suisse.

En 1835, se constituait à Villeneuve, comme partie de la Jeune Europe que rêvaient Mazzini et Melegari, une association nationale de la Jeune Suisse. Je me propose de consacrer à cette société qui fit tant de bruit (peut-être plus de bruit que de mal) et qui ne se développa guère que dans notre canton, une notice aussi objective que possible.

En attendant et comme il convenait qu'une revue d'histoire valaisanne signalât ce centenaire, je reproduis, à simple titre de documentation, un extrait du programme de la Jeune Suisse, publié dans le prospectus du journal (juin 1835), puis des extraits des statuts cantonaux révisés en 1843, et imprimés à Sion en 1844, peu avant la dissolution de l'association par un décret du Grand Conseil. Quant à l'organisation intérieure, ces statuts différaient totalement de ceux adoptés à Villeneuve le 25 juillet 1835. Mais ils tendaient, comme eux, à l'établissement d'un pacte fédéral, « qui tout en respectant l'existence et les institutions cantonales, les harmonise avec l'ensemble, les subordonne à l'existence nationale, tarisse à jamais les sources de la discorde à l'intérieur, et assure à la Suisse par la force et l'unité de volonté, respect et inviolabilité et le rang qui lui appartient à l'extérieur... » Ils en conservaient aussi la devise mazzinienne : Liberté, Egalité, Humanité, et ce relent de 1789 contribua plus qu'on ne pense à lui prêter les plus noirs desseins contre l'ordre établi.

On ne peut s'empêcher de sourire à voir traiter de révolutionnaires et de dangereux utopistes des hommes qui souhaitaient un nouveau pacte fédéral, un pouvoir central, la représentation proportionnée à la population, la suppression des privilèges, la liberté de commerce et d'industrie et même l'esprit d'association qui ne ressemble pas peu au système corporatif prêché par M. l'abbé Savoy. Erreur d'hier, vérité d'aujourd'hui.

Les révolutionnaires de 1835 seraient des réactionnaires en 1935. Et l'on pense aux vers d'Horace :

*Multa renascentur quae jam cecidere, cadentque
Quae nunc sunt in honore...*

B.

1. Extrait du programme de la Jeune Suisse, journal de nationalité.

« Nous voulons, avec tous les patriotes éclairés, une nouvelle organisation fédérale, un pacte nouveau, qui, en détruisant la trace honteuse de l'usurpation étrangère au front de l'édifice national, nous réhabilite devant l'Europe et devant nous-mêmes.

» Nous voulons, avec tous les patriotes éclairés, qu'une voie large et féconde soit ouverte au progrès suisse par un changement de mode dans la représentation ; — Par la liberté du commerce et de l'industrie ; — Par l'affranchissement du sol de toute charge féodale et par le libre établissement garanti à tout citoyen de la Suisse ; — Par un droit général de bourgeoisie qui tranche en les y comprenant l'éternelle question des *heimatlosen* ; — Par une organisation militaire centrale ; — Par une haute législation uniforme ; — Par l'unité des poids et mesures ; — Par l'unité du système monétaire ; — Par un règlement général des postes ; — Par un pouvoir national organisé de manière à protéger efficacement et rapidement l'indépendance et l'honneur du pays contre toute usurpation étrangère, contre toute atteinte de la diplomatie, contre tout empiétement d'un parti ou d'une caste quelconque.

« Nous voulons que partout les justes conséquences de l'égalité implantée dans nos lois soient déduites ; que le monopole soit brisé partout où il existe ; qu'une éducation religieuse et sociale bien entendue fasse disparaître ce que les droits ont d'illusoire dans leur exercice, en élevant le peuple jusqu'à la conception de la vie nationale, et à l'intelligence des principes constitutifs de l'état que son travail soutient.

» Nous voulons que l'esprit d'association, répandu sur tous les points, à toutes les classes, communique une impulsion nouvelle à nos travaux agricoles, double nos forces industrielles, améliore de plus en plus la condition de notre population, flétrisse l'individualisme, et engendre la paix, la concorde et l'amour. »

2. *Extraits des Statuts cantonaux.*

PRINCIPES FONDAMENTAUX

Liberté, Egalité, Humanité.

La Liberté est la faculté en vertu de laquelle l'homme peut faire tout ce qui tend à son propre bonheur, pourvu qu'il ne fasse point à autrui ce qu'il ne voudrait pas que l'on fit à lui-même.

L'Egalité est la jouissance par tous les hommes des mêmes droits sociaux et leur soumission aux mêmes devoirs.

L'Humanité est l'acte par lequel l'homme porte aide et secours à son semblable, comme il voudrait lui-même être aidé et secouru en pareil cas.

Tels sont les fondemens de l'avenir de l'humanité, tel est le fanal qui doit guider l'homme au travers des écueils dont l'égoïsme, l'ignorance et le préjugé ont parsemé sa route ; toute action, toute loi, tout état social seront sainement jugés quand on les aura considérés à la lumière de ce flambeau. Si

ces maximes sont observées, il y a bien-être, sont-elles méconnues, il y a malaise. C'est donc vers leur réalisation que doivent tendre les efforts de tout homme qui, docile aux leçons de l'expérience et cédant à l'impulsion des plus purs sentimens du cœur, sait fonder son propre bonheur sur celui d'autrui.

PRINCIPES GÉNÉRAUX

Résumé.

La liberté, l'égalité, l'humanité et les conséquences qui en découlent, le règne de la loi, l'abolition des privilèges, la justice, la sécurité pour tous, l'instruction populaire, la liberté de la pensée, la liberté de la presse, la liberté de la parole, la liberté individuelle, le développement des moyens qui procurent la richesse matérielle, la liberté de commerce, l'encouragement à l'agriculture, aux sciences, aux arts, à l'industrie, l'unité de vues, l'ordre, la publicité, la bienfaisance, la création d'établissements pour les malades, l'amélioration du système pénitentiaire, le droit d'association, etc., etc., tels sont les besoins de l'humanité.

Mais que sert à l'homme la connaissance du bien s'il ne le met en pratique, s'il n'est pour lui qu'une idée passagère ? Que sert à l'homme de désirer son bonheur et celui de ses semblables, si, à son aspect, une voix intérieure ne lui crie : *lève-toi et accomplis-le* ? Il n'est point de fruits sans travail, point de repos sans vigilance, point de liberté sans luttes. *La vertu c'est l'action.*

ACTE D'ASSOCIATION NATIONALE.

Organisation.

Article premier. — L'Association de la *Jeune Suisse* se compose de tous les citoyens qui ont juré fidélité aux présens statuts et qui ont été reçus conformément à ses prescriptions.

Art. 2. — Elle se divise en sections locales ; plusieurs sections locales forment un district. Chaque membre fait partie de la section du lieu où il est domicilié.

Art. 3. — Il a pour l'association un *conseil général* et un *comité cantonal*, pour chaque district un *comité de district*, pour chaque section locale un *comité local*.

Art. 4. — Le comité cantonal et les comités locaux sont composés de trois membres, soit d'un président, d'un vice-président et d'un secrétaire.

Art. 5. — Le comité de district se compose d'un nombre de personnes proportionné à celui des membres de la *Jeune Suisse* du district, dans le rapport de 1 à 100, la fraction de 51 et au-dessus comptant comme le nombre entier ;

il a, comme les autres comités, un président, un vice-président et un secrétaire.

Art. 6. — Le conseil général se compose du comité cantonal et des comités de district.

Art. 7. — Le comité cantonal et chaque comité local auront un caissier qu'ils nommeront dans ou hors de leur sein.

Attributions.

Art. 8. — Le pouvoir suprême de l'association réside dans la totalité de ses membres.

Art. 9. — Le conseil général délibère sur les grands intérêts et sur la marche de l'association ; il donne à cet égard des directions au comité cantonal ; il crée des réglemens pour l'association ; il prononce sur l'exclusion des membres de la *Jeune Suisse*.

Art. 10. — Le comité cantonal constitue le pouvoir exécutif et administratif de l'association ; il la consulte soit par des assemblées générales soit par sa correspondance avec les comités.

Il prend les mesures que lui suggèrent le triomphe des présens principes, l'honneur et le bien de la patrie.

Il convoque et préside les assemblées générales et le conseil général.

Il peut convoquer les assemblées locales et les assemblées de district.

Il peut annuler les receptions faites par les comités inférieurs ou par les sections, mais dans la quinzaine seulement qui suit le jour où il en a été informé.

Il surveille les comités inférieurs et les sections.

Il fixe la délimitation des districts.

Art. 11. — Les comités de district convoquent et président les assemblées de ce nom ; ils exécutent leurs décisions ; ils prennent les mesures nécessaires à cet effet et celles que leur suggère le but de l'association.

Ils surveillent les comités locaux et les sections.

Le président reçoit et transmet aux sections locales les communications et les ordres qui lui sont adressés dans ce but par le comité cantonal, et correspond avec ce dernier.

Ils peuvent convoquer les sections locales et annuler les receptions qu'elles ont faites, mais dans la première réunion seulement qui suit le jour où ils en ont été informés.

Ils approuvent ou réforment les réglemens particuliers des sections.

Art. 12. — Les comités locaux convoquent et président les assemblées de ce nom ; ils exécutent leurs décisions et prennent les mesures que leur suggère le but de l'association.

Ils correspondent avec le comité cantonal et avec les comités de district.

Ils transmettent au comité de district les réglemens particuliers de leur section.

Devoirs.

Art. 13. — Tous les comités rendent annuellement compte de leur gestion à l'assemblée qui les a nommés ; ils tiennent protocole de leurs délibérations, de celles des assemblées qu'ils président, et un état nominatif des membres de leur ressort.

Art. 14. — Tous les membres sont tenus d'assister aux réunions convoquées par les comités respectifs et de se conformer aux ordres qu'ils en reçoivent concernant le but proposé par les présens statuts.

Ils travailleront activement au triomphe des principes de l'association, par tous les moyens qui en découlent, principalement par la conviction et par la propagation d'écrits qui leur sont conformes.

Ils s'interdiront toutes voies de fait à moins qu'elles ne soient nécessaires pour leur propre défense.

Dans leurs démêlés avec les ennemis de l'association, ils se conduiront de manière à mettre la raison de leur côté et réaliseront la devise : *un pour tous, tous pour un.*

Ils informeront les comités des faits dont la connaissance pourra être utile à la cause de l'association.

Ils apporteront, dans leurs relations mutuelles les procédés et les égards de la fraternité.

Ils avertiront les comités de leurs démarches, et se mettront en garde envers les suggestions des hommes politiques qui n'appartiennent pas à l'association.

Art. 15. — Les membres de la *Jeune Suisse* ont l'obligation expresse, dans la nomination de tous les comités de l'association, et principalement dans celle des comités supérieurs, de ne porter leurs suffrages que sur les hommes dont le dévouement à ses principes est au-dessus de tout soupçon, et dont les antécédens sont un gage qu'ils marcheront dans leur véritable esprit et seront inébranlables.

Art. 16. — Les comités seront en communication fréquente les uns avec les autres. Ils auront soin d'entretenir le mouvement et la vie dans les sections et réciproquement dans l'ordre inverse.

Nous supprimons les chapitres Finances, Réunions, Mode d'élection et durée des fonctions, Réceptions, comme étant d'importance secondaire.

Dispositions générales.

Art. 33. — Les présens statuts devront être plus spécialement expliqués et développés par des traités ultérieurs ; en attendant ils doivent être interprétés et expliqués dans l'esprit de l'ensemble.

Art. 34. — Les améliorations à réaliser dans les cantons et dans la confédération devront être l'objet d'un développement particulier, elles seront les

conséquences naturelles des présens principes. Le conseil général et le comité cantonal pourvoient à ce que des projets soient élaborés à ce sujet. Ces projets seront soumis à l'examen des sections.

Art. 35. — Les sections peuvent se créer des réglemens pourvu qu'ils ne dérogent en rien aux présens statuts.

Art. 36. — Les nouveaux comités des sections locales entrent en fonction le premier janvier de chaque année. Le comité cantonal et les comités de district sont nommés pendant les deux mois suivans.

Art. 37. — Tout changement aux présens statuts exige l'assentiment de la majorité des membres de l'association.

Art. 38. — Les membres dont la conduite ne correspondrait pas aux présens principes et à leurs engagemens seront rappelés à leur devoir par les comités ; à défaut de s'y conformer, ils pourront être signalés dans l'association ou exclus selon la gravité du cas. L'exclusion pourra être publiée.

Art. 39. — Les associations cantonales qui auront pour base les présens principes se mettront en rapport les unes avec les autres.

Art. 40. — Les présens statuts seront exécutoires dès le 1er avril 1844.

SERMENT.

Au nom de la patrie,

Moi,

Croyant que tous les hommes sont libres,

Que tous sont égaux,

Que tous sont frères.

Profondément pénétré des maximes de la *Jeune Suisse*.

Je donne mon nom à cette association.

Je voue mes pensées et mes œuvres au triomphe des principes qu'elle proclame.

Je jure d'observer fidèlement ses statuts et de me conformer aux obligations qu'ils m'imposent.

Ici le recipiendaire donne la main au président et prononce :

JE LE JURE.
